

---

## Motion de l'Assemblée nationale

## CHAPITRE

# Aide financière accordée à Premier Tech

# 2

### Entités vérifiées :

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)

Investissement Québec (IQ)

# Pourquoi avons-nous fait cet audit et qu'avons-nous vérifié?

---

- Le 6 avril 2016, une motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale a mandaté le Vérificateur général du Québec pour que celui-ci analyse l'attribution d'un prêt de 11,2 M\$ et d'une subvention de 8,5 M\$ à l'entreprise Premier Tech, annoncés le 7 mai 2012.
- Le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et Investissement Québec (IQ) sont les entités visées par cette vérification.
- Nous voulions nous assurer que, pour l'aide financière attribuée à l'entreprise Premier Tech, les règles et les procédures gouvernementales établies sont respectées, de même que les saines pratiques de gestion.

# Ce qu'il faut savoir...

---

- L'aide gouvernementale a été attribuée à Premier Tech par l'entremise du Fonds du développement économique (FDE).
  - Certaines interventions du FDE sont qualifiées de mandats gouvernementaux puisqu'elles ne cadrent avec aucun programme d'aide financière.
  - Un mandat gouvernemental est réalisé lorsque le projet présente un intérêt économique important pour le Québec.
  - Pour réaliser un mandat gouvernemental, il est nécessaire que le Conseil des ministres autorise par décret l'intervention financière.
  - En 2012-2013, douze projets, dont celui de Premier Tech, ont reçu une aide financière de cette façon.

# Principaux constats

## Processus d'attribution

---

- La demande d'aide financière soumise par Premier Tech a suivi toutes les étapes prévues.
- En ce qui concerne la subvention, elle était initialement de 7,5 M\$ et elle a été augmentée de 1 M\$ pour en arriver à une entente. Nous n'avons pas retracé de document expliquant l'aboutissement de cette entente à un montant de 8,5 M\$.
- Le mémoire transmis au Conseil des ministres repose sur des analyses gouvernementales qui établissent la pertinence d'appuyer le projet et de le financer par un prêt sans intérêt de 11,2 M\$ et par une subvention de 8,5 M\$.
- Cependant, deux éléments ont eu un impact sur l'information appuyant le mémoire transmis au Conseil des ministres.

# Principaux constats

## Processus d'attribution (suite)

---

- Premièrement, aucune analyse approfondie et documentée de la nature des dépenses du projet n'a été effectuée par le MESI conjointement avec IQ.
  - Ce type d'analyse documentée n'est pas fait de façon systématique pour les mandats gouvernementaux.
  - La seule analyse documentée que nous avons obtenue est un avis formulé par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) qui précise que certaines dépenses d'investissement et d'innovation présentées par Premier Tech sont discutables.
  - Les commentaires du SCT n'ont pas été reflétés dans la recommandation émise par le Conseil du trésor au Conseil des ministres.
  - Une analyse approfondie effectuée au préalable par le MESI et IQ aurait permis d'apprécier le lien direct entre la nature des dépenses soumises et les activités du projet et ainsi de pouvoir mieux évaluer la pertinence.

# Principaux constats

## Processus d'attribution (suite)

- Deuxièmement, la valeur économique du projet présenté au Conseil des ministres, qui constitue un des facteurs utilisés pour sa prise de décision, a été surévaluée. Les analyses qui ont permis d'établir cette valeur comportaient des inexactitudes.

**Tableau 1** Évaluation de la valeur économique du projet sur une période de cinq ans

Paramètres économiques	Données au mémoire	Données corrigées	Écart
(A) Recettes fiscales	14,4 M\$	11,4 M\$	3,0 M\$
(B) Coût de l'intervention	13,9 M\$	14,3 M\$	0,4 M\$
(C) Ratio de la valeur économique du projet (A/B)	1,04	0,80	s.o.

Source : Investissement Québec.

- Contrairement à ce qui a été présenté dans le mémoire au Conseil des ministres, le ratio de la valeur économique du projet était inférieur au seuil de rentabilité.
- Si la valeur économique du projet n'est pas rentable, les autres facteurs mentionnés dans le mémoire au Conseil des ministres prennent plus d'importance lorsque vient le temps de justifier l'intervention financière.

# Principaux constats

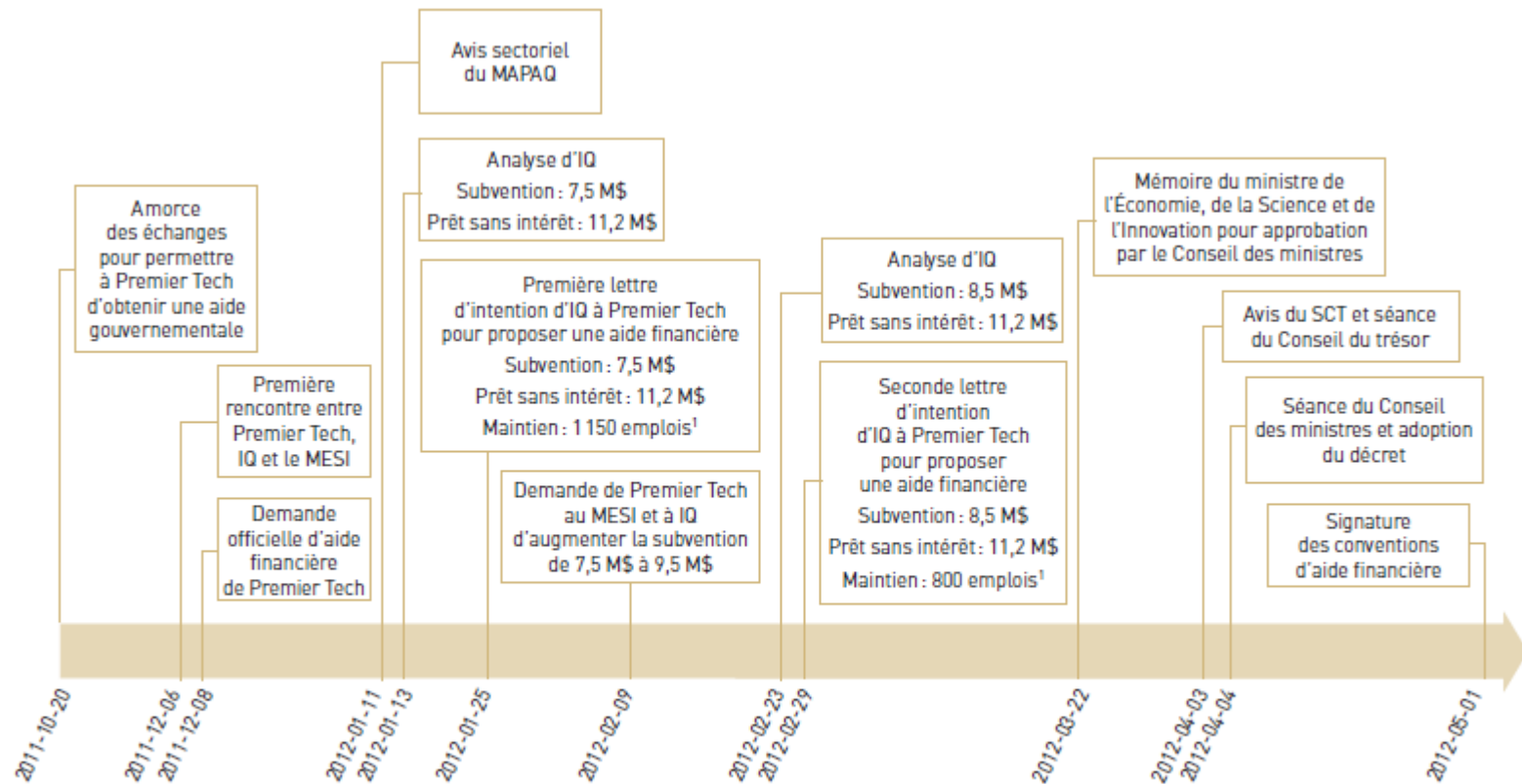
## Modalités de financement

---

- Les conventions de financement conclues entre IQ et Premier Tech respectent les modalités que le gouvernement a établies par décret.
- Un suivi approprié des clauses incluses aux conventions de financement est réalisé par IQ.

# Principales étapes de l'attribution de l'aide financière à Premier Tech

Figure 2 Exercices 2011-2012 et 2012-2013



1. Une clause dans la lettre d'intention prévoit que l'entreprise doit maintenir un nombre minimum d'emplois pour une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le projet est terminé.

MAPAQ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation